Burundi : Pas de nouveaux dirigeants religieux d’ici les scrutins de 2020

@rib News,Â 15/11/2019Â â€“ Source Xinhua Burundi : suspension des assemblÃ©es Ã©lectives de nouveaux organes dirigeants des confessions religieuses jusqu'aux premiers scrutins de mai 2020 Les assemblÃ©es gÃ©nÃ©rales Ã©lectives de nouveaux organes dirigeants des confessions religieuses sont suspendues" au Burundi d'ici aux premiers scrutins du 20 mai 2020 pour prÃ©server la paix et la sÃ©curitÃ© pendant la pÃ©riode Ã©lectorale dans le pays, a dÃ©clarÃ© vendredi Ã Buj le ministre burundais de l'IntÃ©rieur, de la Formation Patriotique et du DÃ©veloppement Local, Pascal Barandagiye.
M. Barandagiye a annoncÃ© cette dÃ©cision au cours d'un point de presse en marge d'une rencontre qu'il venait d'organiser Ã l'intention des reprÃ©sentants lÃ©gaux des confessions religieuses consacrÃ©e Ã "la contribution des confessions religieuses Ã la paix et la sÃ©curitÃ© pendant la pÃ©riode Ã©lectorale". 18 gouverneurs provinciaux, dont le maire de Bujumbura, ont Ã©galement participÃ© Ã la rencontre. Cette dÃ©cision du gouvernement burundais intervient Ã six mois d la tenue des trois premiers scrutins de 2020, Ã savoir les Ã©lections prÃ©sidentielle, les lÃ©gislatives et municipales prÃ©vues le 20 mai 2020. Il est extrÃªmement important aujourd'hui que les confessions religieuses puissent jouer leur rÃ´le de contribuer Ã la paix, a affirmÃ© le ministre. "Quand ces derniÃ¨res fonctionnent normalement en dÃ©livrant des messages de paix, le pays est stable. En revanche, lorsque les Ã©glises crient en adoptant un langage qui s'Ã©carte de la paix et de la sÃ©curitÃ©, tout le pays est troublÃ©", a-t-il soulignÃ©. Selon le ministre, il a surtout Ã©tÃ© convenu que les conflits de leaders entre diffÃ©rentes Ã©glises cessent immÃ©diatement. "Cela veut dire que d'ici jusqu'aux premiÃ¨res Ã©lections de mai 2020, on n'accepte aucune assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale Ã©lective de nouveaux organes dirigeants", a-t-il fait remarquer. M. Barandagiye a insistÃ© que le gouvernement burundais veut que tous les segments de la sociÃ©tÃ© burundaise, dont les partis politiques, les organisations de la sociÃ©tÃ© civile (OSC) et les confessions religieuses, se concentrent sur la prÃ©paration des prochaines Ã©lections en vue de "favoriser un environnement apaisÃ© ad hoc".